

REVUE DE PRESSE Vendredi 26 septembre 2008

Le Code Agricole

ACP 19/09/2008 Le code agricole: une priorité de Mobutu Nzanga à la tête du ministère de l'Agriculture et du Développement rural « Le Ministre d'Etat de l'Agriculture et du Développement rural, Mobutu Nzanga, s'est engagé [...] à faire du Code Agricole la priorité de son mandat à la tête de ce ministère. » [Accéder à la page 3](#)

ACP 19/09/2008 Le code agricole: un outil majeur pour le développement durable du milieu rural en RDC « Le code agricole, dont la RDC va se doter, est un outil majeur de bonne gouvernance pour organiser le développement durable du milieu rural dans le contexte de la décentralisation prévue par la Constitution » [Accéder à la page 3](#)

Politique Agricole

Uhuru 25/09/2008 Adoption du principe d'une bonne collaboration entre le niveau central et provinciaux « Les rideaux sont tombés le mardi 23 septembre, sur la conférence des ministres ayant en charge l'agriculture et le développement rural[...] » [Accéder à la page 3](#)

Uhuru 25/09/2008 Vers la création d'un Conseil agricole et rural de gestion « Les ministres provinciaux de la République démocratique du Congo ayant en charge l'agriculture et le développement ont tenu un point de presse pour répondre aux préoccupations de la presse au sujet des divers aspects se rapportant à la relance du secteur agricole [...] » [Accéder à la page 4](#)

Le Potentiel 24/09/2008 Les provinces adoptent une politique agricole commune « La conférence des ministres provinciaux ayant en charge l'agriculture et le développement rural sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tenue à Kinshasa, a été clôturée hier mardi le 23 septembre. La rencontre a jeté les bases de futurs plans provinciaux du développement agricole [...] » [Accéder à la page 5](#)

ACP 24/09/2008 Engagement des provinces à relancer les filières agricoles porteuses du développement durable « Le ministre d'Etat à l'Agriculture et au développement rural Mobutu Nzanga et les ministres provinciaux du même secteur se sont engagés à l'issue des travaux sur la semaine de l'agriculture en RDC, tenue du 19 au 23 septembre à Kinshasa, à relancer les filières relatives aux spéculations prioritaires et porteuses du développement durable.[...] » [Accéder à la page 6](#)

Sécurité Alimentaire

Le Potentiel 18/09/2008 Sécurité alimentaire: cap sur l'accélération de la productivité agricole « Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC: action à entreprendre dans l'immédiat et investissements à long terme dans l'agriculture. C'est le menu des travaux qui se tiennent du 17 au 18 septembre. Dégager les urgences et les actions à long terme restent la préoccupation des participants. » [Accéder à la page 6](#)

Le Potentiel 19/09/2008 La RDC décide de valoriser son potentiel agricole « [...] deux jours des travaux ayant regroupés les responsables et experts congolais ainsi qu'un groupe de chercheurs internationaux [...] défini les orientations nécessaires en vue d'exploiter l'immense potentiel agricole de la RDC [...] Mobutu Nzanga a soutenu que toutes les recommandations formulées dans le cadre cette conférence [...] trouvent leur fondement dans le Code agricole [...] Le ministre d'Etat a soutenu la collaboration entre la RDC et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) [...] » [Accéder à la page 7](#)

Reuters 18/09/2008 Le Congo pourrait nourrir le monde « [...] Le potentiel du Congo est énorme, il pourrait être un autre Brésil [...] Joachim von Braun, directeur de l'International Food Policy Research Institute [...] « Si cette terre était n'importe où ailleurs dans le monde, elle pourrait nourrir une bonne partie des pays en développement. » Aujourd'hui, comme beaucoup d'autres pays africains, le Congo n'arrive même pas à se nourrir [...] échec du gouvernement à faire de l'agriculture une priorité retarde la croissance. Alors que 70% de la population vit de l'agriculture, seulement 1 ou 2% des dépenses du gouvernement sont dirigées vers ce secteur [...] C'est le pays où la réalité et le potentiel sont le plus éloignés. Vous pourriez considérer que cela déprimant mais cela peut aussi être vu comme une immense opportunité. » [Accéder à la page 7](#)

Uhuru 18/09/2008 Le potentiel agricole inexploité de la RDC serait la clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle [Accéder à la page 8](#)

Uhuru 19/09/2008 Le gouvernement congolais appelé à faire de l'agriculture le moteur de l'économie nationale [Accéder à la page 9](#)

Radio Okapi 18/09/2008 70% des Congolais sous alimentés, comment relancer le secteur agricole? « La population congolaise est touchée à 70 % par la faim et la sous alimentation [...] atelier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC [...] Erick Tollens de l'Université de Louvain [...] *il faut un budget conséquent de l'Etat. Et je suis sûr que si l'Etat congolais dépense plus pour le domaine agricole et rural, les bailleurs vont suivre* » [...] » [Accéder à la page 10](#)

Le Phare 19/09/2008 Clôture de la Conférence sur la sécurité alimentaire en RDC
[Accéder à la page 10](#)

Agriculture, Pêche et Elevage

MONUC 09/09/2008 Bonne gouvernance et développement agricole pour sortir Bandundu de sa pauvreté
[Accéder à la page 10](#)

SYFIA GRANDS LACS 15/09/2008 Beni: les agriculteurs multiplient les plantations d'aloë vera aux multiples vertus [Accéder à la page 11](#)

ACP 01/09/2008 Les habitants du Haut-Katanga exhortés à soutenir les cinq chantiers à travers l'agriculture « Les habitants du district du Haut-Katanga ont été exhortés à participer activement à la réalisation des cinq chantiers de la République à travers l'agriculture, qui est un secteur clé du développement. Cet appel a été lancé récemment par M. Moïse Katumbi Chapwe, gouverneur du Katanga [...] » [Accéder à la page 12](#)

APA 18/09/2008 La Zambie suspend l'exportation de maïs vers le Katanga « La Zambie, principale fournisseuse de maïs à la province congolaise du Katanga, vient de décider la suspension de l'exportation de cette denrée alimentaire pour se constituer une réserve conséquente [...] le gouverneur du Katanga a sensibilisé ses interlocuteurs sur l'urgence de la mise en application immédiate de sa décision rendant obligatoire la culture d'un champ de maïs de 50 hectares par chaque entreprise minière pour réduire la dépendance envers les importations [...] » [Accéder à la page 13](#)

ACP 19/09/2009 Atelier de validation des documents de stratégies et du plan de développement de l'aquaculture en RDC
[Accéder à la page 13](#)

ACP 19/09/2008 Le Royaume de Belgique impliqué dans plusieurs programmes prioritaires du secteur agricole [Accéder à la page 13](#)

Le Potentiel 12/09/2008 Le FPI sollicite la relance du domaine agro-industriel de la N'Sele
[Accéder à la page 14](#)

ACP 22/09/2008 Troisième session du comité de pilotage du projet de relance de la recherche agricole et forestier en RDC « Le secrétaire général à la recherche scientifique et la technologie, Gustave Tuka Muda, a présidé vendredi l'ouverture de la troisième session [...] » [Accéder à la page 14](#)

Les Brèves

[Accéder à la page 15](#)

ACP 19/09/2008 Le code agricole: une priorité de Mobutu Nzanga à la tête du ministère de l'Agriculture et du Développement rural

Le ministre d'Etat à l'Agriculture et au développement rural, Mobutu Nzanga, s'est engagé, jeudi, à la clôture de la conférence sur la sécurité alimentaire tenue à Kinshasa, les 17 et 18 septembre, en collaboration avec l'Institut international de recherche sur la politique alimentaire (IFPRI), à faire du Code agricole la priorité de son mandat à la tête de ce ministère. Ce code sera déposé prochainement par le gouvernement au Parlement, a-t-il dit. M. Mobutu Nzanga a estimé qu'à ce jour, une étude sur le secteur agricole s'avère opportun pour fixer les objectifs à atteindre et définir ainsi les indicateurs objectivement vérifiables. Le responsable du secteur agricole congolais a également annoncé la participation des ministres provinciaux de l'Agriculture dans la définition des plans de développement agricole de chaque province, pour aboutir à une note de politique agricole de la République Démocratique du Congo. Il a salué l'accompagnement de l'IFPRI, durant la semaine de l'agriculture congolaise, dans la mise en œuvre des stratégies, ainsi que la mobilisation des ressources pour résorber la crise alimentaire. De son côté, le directeur général de l'IFPRI, Joachim Von Braun, a exhorté le gouvernement congolais à prioriser les systèmes de recherche et de vulgarisation, l'accès au marché, les infrastructures ainsi que la mise en place des bonnes politiques agricoles. Il a mis un accent particulier sur le petit producteur « qui doit accéder à une bonne information agricole ». Ces assises ont permis d'actualiser des questions essentielles de la sécurité alimentaire, rappelle-t-on.

ACP 19/09/2008 Le code agricole: un outil majeur pour le développement durable du milieu rural en RDC

Le code agricole, dont la RDC va se doter, est un outil majeur de bonne gouvernance pour organiser le développement durable du milieu rural dans le contexte de la décentralisation prévue par la Constitution, a déclaré mercredi le Dr John Ulimwengu de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), au cours d'un point de presse tenu à l'hôtel Venus dans la commune de la Gombe, à Kinshasa. Pour le Dr Ulimwengu, qui a animé ce point de presse conjointement avec MM. Eric Tollens du Centre d'économie agricole et alimentaire de Belgique, Thoms Kembola du ministère de l'Agriculture et du développement rural de la République Démocratique du Congo et Paulin N'Guesanzah, « le code agricole permet de tisser les relations nécessaires entre l'Etat, ses élus et ses services au niveau central et décentralisé ». Les paysans, les associations paysannes de base, et les entreprises privées agricoles, d'élevage et de pêche y sont concernés. Le Dr Ulimwengu et ses collègues participaient à la conférence sur la « sécurité alimentaire et nutrition en République Démocratique du Congo : actions d'urgence et investissements à long terme » organisée à cet hôtel les 17 et 18 septembre par le ministère congolais de l'Agriculture et du développement rural et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Les participants à cette conférence, répartis en quatre groupes, se sont penchés sur les stratégies en matière de croissance agricole en vue de la réduction de la pauvreté, l'environnement institutionnel pour le développement de l'agriculture en RDC, le renforcement des capacités en matière de recherche agricole ainsi que sur le financement de l'agriculture en République Démocratique du Congo.

Uhuru 25/09/2008 Clôture de la semaine agricole: adoption du principe d'une bonne collaboration entre les niveaux central et provinciaux

Par Clarisse Nsisi

Les rideaux sont tombés le mardi 23 septembre, sur la conférence des ministres ayant en charge l'agriculture et le développement rural en marge des assises sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC. Ayant procédé à la clôture des travaux, le ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et du Développement Rural, François-Joseph Nzanga Mobutu a remercié tout les participants pour leur assiduité aux travaux dans les différentes sous commissions pour rendre effectif le processus de la relance de l'agriculture que nous souhaitons tous. L'homme d'Etat a salué l'apport d'IFPRI qui a travaillé en collaboration avec son ministère pour organiser cette grande activité et s'est fixé comme objectif à très court terme, avant la fin de cette année 2008, l'obtention des décrets consacrant le Code Agricole, ses lois spécifiques ainsi que la Note de Politique Agricole du Gouvernement de la République Démocratique du Congo. Aux ministres provinciaux, François-Joseph Nzanga Mobutu a demandé de faire la finalisation des plans opérationnels de développement agricole au niveau de leurs provinces respectives, des priorités à très court terme. « L'enrichissement par les plans provinciaux serait un atout majeur pour valoriser la Note de Politique Agricole qui sera promulguée. » a déclaré le ministre d'Etat. De ce qui précède, il convient de dire que ces assises ont abouti à l'élaboration d'un rapport de synthèse des experts et d'un communiqué final dont la teneur est ainsi reprise. Le ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et du Développement Rural et les ministres provinciaux ayant l'agriculture, la pêche, l'élevage et le développement rural dans leurs attributions se sont réunis à Kinshasa du 19 au 23 septembre 2008. Cette rencontre avait comme but principal de jeter les bases des futurs plans provinciaux du développement agricole, plans destinés à donner une réponse durable à la crise alimentaire et garantir la sécurité alimentaire de la population congolaise. La réunion ministérielle a été précédée dans un premier temps, par la conférence sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC avec le concours de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) et dans un deuxième temps par les travaux des

experts des administrations centrales et provinciales de l'Agriculture et du Développement Rural. Au cours de la conférence avec l'IFPRI, les principaux points débattus ont tourné autour de plusieurs thèmes, notamment:

- La flambée des prix alimentaires et des actions à entreprendre dans l'immédiat.
- La stratégie de l'IFPRI en Afrique et sa contribution dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques agricoles.
- L'identification des domaines de renforcement des capacités et le contour du programme d'actions
- Le financement de l'Agriculture en RDC
- La revitalisation de la recherche et de la vulgarisation agricoles pour favoriser la croissance, la réduction de la pauvreté et le développement de la RDC et
- Les options stratégiques en matière de croissance agricole en vue de la réduction de la pauvreté en Afrique et ses implications en RDC.

A l'issue des travaux, le ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et du Développement Rural et ceux ayant l'agriculture et le développement rural dans leurs attributions en province, ont adopté le principe d'une bonne collaboration entre les niveaux central et provinciaux, l'identification des spéculations prioritaires, communes et spécifiques aux provinces, les contraintes les plus émergentes ainsi que les stratégies destinées à les lever. Les projets du Code Agricole, de la Note de Politique Agricole ainsi que les différents avant-projets de lois du secteur agricole ont été considérés comme documents prioritaires à faire adopter par le Parlement et promulgués par le Chef de l'Etat avant la fin de l'année 2008 afin de permettre d'asseoir les stratégies agricoles et relancer de manière durable l'agriculture congolaise. La réunion des Ministres de l'Agriculture a retenu le principe de deux rencontres tournantes par an des acteurs du secteur afin d'évaluer le niveau de réalisation des activités retenues et de réajuster le cas échéant les stratégies mises en place.

Uhuru 25/09/2008 Engagement des ministres provinciaux de l'agriculture dans la relance agricole: vers la création d'un conseil agricole et rural de gestion

Par Clarisse Nsisi

Les ministres provinciaux de la RDC ayant en charge l'Agriculture et le Développement Rural ont tenu un point de presse, ce mardi 23 septembre 2008, à l'hôtel Venus situé dans la commune de la Gombe, en marge de la clôture de la semaine agricole. Ils ont répondu aux préoccupations de la presse au sujet de divers aspects se rapportant à la relance agricole en RDC. Des questions ont tourné autour des acquis de la conférence organisée à leur intention sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDCongo, sur la part de l'agriculture dans leur budget au niveau des provinces, sur la place réservée à la jeunesse dans la relève des agents et cadres de ce secteur, etc. Les ministres provinciaux ont déclaré que chaque province devra, de façon coordonnée, élaborer un plan de développement agricole et rural comme fut le cas pour les provinces de Bandundu et du Katanga, qui l'ont déjà élaboré. En outre, ces députés provinciaux ont soutenu que grâce à la décentralisation les provinces peuvent bien disposer des moyens nécessaires afin de développer l'agriculture avec l'appui des opérateurs économiques. Aussi, vont-ils promouvoir des échanges d'informations et mener une campagne d'information sur le secteur agricole en vue de mieux sensibiliser toutes les couches de la population sur le rôle important que peut jouer l'agriculture dans le redressement de l'économie nationale. Une lutte contre les tracasseries devra également être menée en vue d'encourager le commerce et l'acheminement des produits agricoles. Enfin, des orateurs ont promis de prioriser le secteur agricole dans le budget qu'ils auront à élaborer et voter au niveau des provinces respectives. Par ailleurs, il faut noter que dans le cadre de la relance agricole, les ministres provinciaux se sont engagés à mettre en oeuvre toutes les stratégies nécessaires pouvant servir à atteindre cet objectif. Bien avant ce point de presse, ils ont adressé un mot par le biais de leur représentant, le ministre provincial de Bandundu, Coco Pembe. C'était à l'occasion de la clôture de la semaine agricole. Cette allocution est ainsi reprise en intégralité: *« Dans quelques minutes, la semaine agricole sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle » initiée et organisée par le ministère central, va clore ses travaux; et l'année 2008 ainsi que le mois de septembre, auront marqué un tournant décisif pour notre agriculture. Nous saisissons cette opportunité pour d'abord affirmer notre attachement au message fort du Chef de l'Etat, Joseph Kabila Kabange, « tous unis pour un Congo fort », que nous ne cessons de véhiculer parmi nos populations. Ensuite nous acquitter d'un agréable devoir que de remercier sincèrement votre Excellence, monsieur le Ministre d'Etat, pour la marque d'attention portée à l'endroit des ministres provinciaux ici présents, et des délégués des provinces. Soyez en félicité et acceptez, en même temps nos applaudissements pour la tenue de présentes assises. La place de l'agriculture dans notre beau et grand pays ne donne plus lieu à des discussions entre experts. Mais il est vrai que nos travaux se déroulent dans un contexte marqué par la crise alimentaire mondiale aggravée par la flambée des prix pétroliers et la baisse des rendements agricoles. Nous pensons que ce haut lieu de réflexion, ayant précisé le rôle et les défis majeurs dévolus actuellement à ce secteur vital de notre économie, aura réussi à entraîner une fois pour toutes, les dirigeants et les populations dans la voie permettant à l'agriculture d'accroître ses rendements et l'acheminement des productions vers les centres de consommation. Nous, les ministres provinciaux, saisissons l'occasion de faire l'état de lieux du secteur agricole de nos provinces respectives, d'inventorier et d'analyser ensemble avec l'administration centrale les crises profondes qui caractérisent ce secteur depuis des décennies. Il est fort de constater, qu'il existe un paradoxe entre l'insécurité alimentaire qui caractérise notre pays et l'immensité des ressources dont il regorge. Faut-il les évoquer ? Tout le monde le sait, tout le monde en parle et c'est devenu même notre tasse de thé vide. Cependant personne n'ose agir. En ce jour mémorable, le Ministre d'Etat, les Ministres Provinciaux, l'Administration centrale et tous les*

experts du pays viennent d'analyser notre situation alimentaire. L'objectif assigné à cette semaine agricole étant de mettre en place une administration de l'agriculture compétitive, fiable et capable d'impulser un développement durable du secteur analysé. Pour y parvenir, les experts viennent de mettre en place une politique agricole qui définit les grandes orientations, la vision et les stratégies pour ce développement durable. Le but de cette politique est de créer les conditions qui incitent le secteur privé à investir dans l'agriculture en toute sécurité. Ce souci de mieux faire est partagé par la loi sur la décentralisation et dans la démarche participative et itérative du Ministère national, à travers le Code agricole que le parlement doit analyser dès maintenant et adopter, les textes de lois et règlements destinés à sécuriser les différentes fonctions qui concourent au développement du secteur agricole. En vue de compléter l'arsenal d'instruments qui permettent d'améliorer les performances du secteur agricole, l'administration centrale vient proposer la création dans chaque Territoire du pays, d'un Conseil agricole et Rural de gestion. Dans cette structure se rencontrent les représentants des secteurs publics et privés, la société civile et ceux de structures autogestionnaires. Cette stratégie est traduite dans les plans agricoles provinciaux, lesquels constituent un cadre normal d'exécution de notre politique agricole. C'est à cela que nos experts de province se sont attelés à harmoniser durant ces assises, en vue de sortir notre pays de cette crise structurelle qui l'a marqué depuis des décennies. Sans nul doute, un pas décisif a été accompli, par nous décideurs et acteurs, pour accompagner le processus de cette restructuration dans nos provinces ; afin de définir et accomplir toutes les priorités assignées au secteur. Notre vœu le plus ardent c'est de passer du rêve à la réalité c'est pourquoi nous lançons un appel solennel pour que tous nous agissions ensemble et mettions donc toutes nos ressources disponibles à la concrétisation de ce vaste projet. »

Le Potentiel 24/09/2008 Les provinces adoptent une politique agricole commune

Par Rich Ngapi

La conférence des ministres provinciaux ayant en charge l'Agriculture et le Développement rural sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tenue à Kinshasa, a été clôturée hier mardi le 23 septembre. La rencontre a jeté les bases de futurs plans provinciaux du développement agricole, destinés à donner une réplique durable à la crise alimentaire.

Le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Mobutu Nzanga, a clôturé, le mardi 23 septembre 2008, à l'hôtel Venus de Kinshasa, les travaux de la semaine de l'agriculture qui ont réunis, depuis le 18 septembre, les ministres provinciaux du secteur agricole. Cette semaine agricole a eu comme but principal de jeter les bases de futurs Plans provinciaux du développement agricole (PPDA), destinés à donner une réponse durable à la crise alimentaire et garantir la sécurité alimentaire de la population congolaise. La semaine agricole a permis aux participants de mettre en place une administration de l'agriculture « compétitive, fiable et capable d'impulser un développement durable du secteur analysé ». Pour y parvenir, les ministres provinciaux viennent de mettre en place une politique agricole qui définit les grandes orientations, la vision et les stratégies pour ce développement durable. Le but de cette politique est de créer les conditions qui incitent le secteur privé à investir dans l'agriculture en toute sécurité. La réunion ministérielle a été précédée, dans un premier temps, par la conférence sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC, avec le concours de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et, dans un deuxième temps, par les travaux des experts des administrations centrales et provinciales de l'Agriculture et du Développement rural.

COLLABORATION ET DECONCENTRATION

A l'issue des assises de Kinshasa, le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et du Développement rural et ceux ayant l'Agriculture et le développement rural dans leurs attributions en provinces, ont adopté le principe d'une bonne collaboration entre les niveaux central et provincial, l'identification des spéculations prioritaires, communes et spécifiques aux provinces, les contraintes les plus émergentes ainsi que les stratégies destinées à les lever. Les projets du Code agricole, de la Note de politique agricole ainsi que les différents avant-projets de lois du secteur agricole ont été considérés comme documents prioritaires. Les participants ont souhaité vivement leur adoption par le Parlement et leur promulgation par le chef de l'Etat avant la fin de l'année 2008 afin de permettre d'asseoir les stratégies agricoles et relancer de manière durable l'agriculture congolaise. « Je me fixe comme objectif à très court terme, avant la fin de cette année 2008, à obtenir les Décrets consacrant le Code agricole, ses lois spécifiques ainsi que la Note de politique agricole du gouvernement de la RDC », a rassuré Mobutu Nzanga. Par ailleurs, en vue de compléter l'arsenal d'instruments qui permettent d'améliorer les performances du secteur agricole, l'administration centrale vient de proposer la création, dans chaque territoire du pays, d'un Conseil agricole et rural de gestion. Dans cette structure, se rencontrent les représentants des secteurs public et privé, la société civile et ceux des structures autogestionnaires. Le ministre provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage du Bandundu, Roger Coco Pembe a, au nom de ses pairs, remercié l'initiative du ministre d'Etat Mobutu Nzanga. Car, a-t-il estimé, « la place de l'agriculture dans notre pays ne donne plus lieu à des discussions entre experts (...) Il est fort de constater qu'il existe un paradoxe entre l'insécurité alimentaire qui caractérise notre pays et l'immensité des ressources dont il regorge ». Pour assurer un bon suivi des recommandations, la réunion des ministres de l'Agriculture a retenu le principe de deux rencontres tournantes par an des acteurs du secteur afin d'évaluer le niveau de réalisation des activités retenues et de réajuster les cas échéants les stratégies mises en place.

ACP 24/09/2008 Engagement des provinces à relancer les filières agricoles porteuses du développement durable

Le ministre d'Etat à l'Agriculture et au développement rural Mobutu Nzanga et les ministres provinciaux du même secteur se sont engagés à l'issue des travaux sur la semaine de l'agriculture en RDC, tenue du 19 au 23 septembre à Kinshasa, à relancer les filières relatives aux spéculations prioritaires et porteuses du développement durable. Conformément à la vision du gouvernement sur le développement du secteur agricole, chaque province a identifié les aires de développement agricole et leur bassin de production ainsi que les spéculations qui y sont logées dans la perspective de développer les filières y relatives. M. Mobutu Nzanga a souligné à cette occasion que l'objectif immédiat de son action demeure l'obtention notamment d'un décret consacrant le code agricole, ses lois ainsi que la note de politique agricole nationale. Le rapport final a donné les principales cultures prioritaires communes et spécifiques aux provinces, les contraintes les plus émergentes de même que les stratégies destinées à les lever. Il s'agit notamment du manioc, du maïs, de l'arachide, du riz, des haricots et des légumes. Dans la même catégorie, il y a le palmier à huile, la pêche artisanale, la pisciculture. Quant aux experts provinciaux, ils ont émis le vœu de voir le secteur agricole disposer d'un budget conséquent, soit 10 % du budget national. L'Etat se doit de créer des conditions propices pour favoriser des investissements dans le secteur agricole.

LA DECENTRALISATION, UN OUTIL IMPORTANT POUR LA RELANCE DU SECTEUR AGRICOLE

Le ministre provincial de l'Agriculture et développement rural pour la ville de Kinshasa, Petterson Kialewuka, a relevé l'importance de la décentralisation dans la relance du secteur agricole en RDC au cours d'un point de presse tenu conjointement avec ses collègues de Bandundu et du Nord-Kivu à l'hôtel Venus à Kinshasa, à l'issue des travaux du « séminaire agricole ». Les ministres provinciaux ont soutenu que chaque province, de façon coordonnée, devra réfléchir et monter des stratégies pour relancer son secteur agricole. Selon les orateurs, les provinces peuvent se donner des moyens de développer l'agriculture, notamment en impliquant les opérateurs économiques. Ceux-ci, ont-ils déclaré, doivent au préalable être sensibilisés afin qu'ils s'intéressent aux activités agricoles. A une question sur « les acquis de la « semaine agricole », les ministres provinciaux ont cité notamment la réaffirmation du rôle de l'agriculture dans le développement de la RDC, ainsi que l'opportunité offerte à chaque province de se doter d'un plan agricole et rural, à l'instar des provinces du Katanga et de Bandundu qui en disposent déjà. Pour les ministres provinciaux de l'Agriculture et développement rural, la République Démocratique du Congo a un potentiel agricole « non encore exploité et qui peut aider à développer l'économie nationale ».

Le Potentiel 18/09/2008 Sécurité alimentaire: cap sur l'accélération de la productivité agricole

Par Bienvenu Marie Bakumanya

« Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC : action à entreprendre dans l'immédiat et investissements à long terme dans l'agriculture. ». C'est le menu des travaux qui se tiennent du 17 au 18 septembre. Dégager les urgences et les actions à long terme restent la préoccupation des participants.

Les responsables et experts congolais ainsi qu'un groupe de chercheurs internationaux sont en concertation du 17 au 18 septembre 2008 à l'hôtel Venus pour définir les orientations nécessaires à l'exploitation de l'immense potentiel agricole de la RDCongo. La crise alimentaire induit des actions d'envergure pour épargner des populations de la disette qui les guette face à ce danger qui se profile à l'horizon. Des efforts dans la recherche des voies et moyens pour parvenir à la réduction de la pauvreté constituent une constance pour des pays comme la RDC, butée à des difficultés de tous ordres. Le thème de l'atelier organisé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural en partenariat avec l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) offre l'occasion de déterminer les actions urgentes à entreprendre, la détermination des options stratégiques, et les investissements essentiels à opérer pour assurer la croissance agricole rapide et la sécurité alimentaire pour l'ensemble de la population congolaise. Dans son allocution d'ouverture de l'atelier, le ministre d'Etat en charge de l'agriculture, Mobutu Nzanga a déclaré que la RDC est classée septième plus grand pays agricole du monde. Cependant, moins de 10% du potentiel sont actuellement exploités. « Si le potentiel agricole est exploité, la RDC pourrait sensiblement réduire la pauvreté et la faim au pays. La flambée des prix alimentaires est l'occasion pour donner au développement de l'agriculture sa vraie place comme moteur du développement économique et garant d'une meilleure sécurité alimentaire », a-t-il déclaré. Pour le directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, cet atelier va contribuer au développement d'un agenda de politique qui permettra d'accélérer la croissance de la productivité agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Et d'ajouter : la crise alimentaire mondiale qui sévit actuellement ne fait qu'accentuer la nécessité pour le secteur agricole de devenir une priorité de l'agenda de développement des pays à faibles revenus. En outre, il a précisé que la stratégie de l'IFPRI en Afrique s'articule autour de la recherche, du renforcement des capacités et des communications ainsi que de la mise en place d'une collaboration ciblée sur les partenariats stratégiques essentiels.

D'IMMENSES POTENTIALITES INEXPLOITEES

La RDC, avec ses 80 millions d'hectares de terres arables, est l'un des plus grands pays du monde en termes de surfaces cultivables. Devenu performant dans le secteur, le tiers de la population échappe à la crise alimentaire grâce à la production de ce pays. Des experts affirment que la RDC est potentiellement capable de nourrir le tiers

de la population mondiale. La diversité climatique et sa situation géographique à cheval sur l'Equateur tout comme l'abondance des sources d'eau donnent lieu à deux récoltes par année. Cette diversité donne également lieu à la variété de cultures. La même situation touche aux ressources en pâturage susceptibles de pourvoir à l'alimentation en viande. Selon des estimations récentes, 40 millions de têtes de bétail sont en élevage en RDC. Malgré ces conditions naturelles particulièrement favorables aux activités agricoles, plus de 70% de la population de la RDC sont touchés par la faim, la sous-alimentation, et la pauvreté. La majorité de la population pauvre vit en milieu rural et survit grâce à l'agriculture de subsistance. Le secteur agricole emploie plus de 70 % de la population active et représente 46% du PIB. Pendant ce temps, la RDC n'investit que moins de 2% de son budget dans le secteur agricole et du développement rural. Et pourtant, comme pour de nombreux pays africains, l'Agriculture constitue la colonne vertébrale de l'économie en RDC. Le développement de l'Agriculture et du secteur rural en général est une condition indispensable à la lutte contre la faim et la pauvreté en RDC. Maintenant, l'Afrique subsaharienne a la possibilité, particulièrement la RDC, avec son immense potentiel agricole de se lancer dans des projets d'envergure. Toutefois, la grande difficulté réside dans l'absence de volonté politique affirmée et la modicité de ressources financières affectées à ce secteur. Les responsables politiques congolais, africains et internationaux ont un rôle à jouer dans la création d'un monde où chacun aura suffisamment de nourriture pour pouvoir mener une vie saine et productive. Le premier pas vers le développement passe nécessairement par l'autosuffisance alimentaire.

Le Potentiel 19/09/2008 La RDC décide de valoriser son potentiel agricole

Par Rich Ngapi

Les rideaux sont tombés, hier jeudi 18 septembre, après deux jours des travaux ayant regroupés les responsables et experts congolais ainsi qu'un groupe de chercheurs internationaux à l'hôtel Venus. Là, ils ont défini les orientations nécessaires en vue d'exploiter l'immense potentiel agricole de la RDC. La cérémonie de clôture était présidée par le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et du Développement rural. Mobutu Nzanga a soutenu que toutes les recommandations formulées dans le cadre cette conférence sur la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC trouvent leur fondement dans le Code agricole qui constitue pour lui la pensée stratégique, un plan de développement durable du secteur agricole. « C'est pour cette raison que j'ai fait de la promulgation dudit Code et de ses quatre lois spécifiques, ma priorité pour ce mandat », a-t-il déclaré. Le ministre d'Etat a soutenu la collaboration entre la RDC et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), qui trouve sa pertinence dans l'accompagnement des stratégies et des mécanismes pour mobiliser les ressources tant interne qu'externe en faveur du secteur agricole, de stimuler les recherches agricoles, la vulgarisation et la documentation agricole. Pour sa part, le directeur général de l'IFPRI, Joachim von Braun, a attiré l'attention sur la rapide évolution de la crise et la hausse des prix des produits alimentaires au cours de deux dernières décennies. Il a noté que les banques vont augmenter les taux d'intérêt, et sont moins susceptibles d'apporter aux pays et aux secteurs considérés comme risqués. « En conséquence, a-t-il indiqué, la RDC doit trouver plus de sources nationales pour financer des investissements dans l'agriculture ». Avec son vaste potentiel agricole, combiné avec des politiques appropriées et des stratégies, la RDC pourrait non seulement gagner la lutte contre la faim et la pauvreté au pays. « Mais ce pays pourrait également apporter une contribution positive en Afrique... la croissance agricole et le développement, cependant, nécessitent des investissements à long terme, au bon moment, au bon endroit », a martelé le directeur général de l'IFPRI.

Reuters 18/09/2008 Le Congo pourrait nourrir le monde

Par Joe Bavier

La RDC a le potentiel de devenir un grenier pour les pays en développement mais le peu d'utilisation du sol et le manque d'investissement gardent le peuple dans une situation délicate. Le pays se vante de 80 millions d'hectares de terres arables, ce qui en fait le septième du monde. Le fleuve et ses nombreux affluents offrent de l'eau en suffisance pour l'irrigation. Le climat varié, de la forêt à la savane, garantit des conditions idéales pour de nombreux types de plantations. « Le potentiel du Congo est énorme, il pourrait être un autre Brésil. Explique Joachim von Braun, directeur de l'Internationa Food Policy Research Institute. « Si cette terre était n'importe où ailleurs dans le monde, elle pourrait nourrir une bonne partie des pays en développement. » Aujourd'hui, comme beaucoup d'autres pays africains, le Congo n'arrive même pas à se nourrir. Plus de 70% de la population est affectée par la faim et l'insécurité alimentaire selon la FAO. La malnutrition infantile augmente. « Soyons clair, le potentiel ne peut pas être mangé » ajoute von Braun. « Le potentiel doit être utilisé par des investissements. Ce type d'investissement dans l'agriculture et les infrastructures rurales demande d'importants capitaux, une attention du gouvernement sur le long terme ...et le secteur privé. » 80% du la terre qui pourrait être utilisée est soit sous-utilisée, soit à l'abandon. L'agriculture actuelle est uniquement de subsistance. Le manque de route explique que ce qui consommé dans les villes soit majoritairement importé. Si la plupart de tout ceci est imputable aux guerres, von Braun considère que l'échec du gouvernement à faire de l'agriculture une priorité retarde la croissance. Alors que 70% de la population vit de l'agriculture, seulement 1 ou 2% des dépenses du gouvernement sont dirigées vers ce secteur. « Les investissements dans l'agriculture sont des investissements dans la paix, mais ils doivent être initiés maintenant. Attendre plus longtemps va saper la croissance » ajoute encore von Braun. Il met également en garde contre des investissements massifs dans l'agriculture industrielle. Au contraire, il appelle à un soutien des petits agriculteurs et à une amélioration des méthodes agricoles et des équipements à travers des programmes de micro-finance. Le Congo doit également construire des routes et

réduire les importations pour un jour exporter. « Le vide ne pourrait être plus grand. C'est le pays ou la réalité et le potentiel sont le plus éloignés. Vous pourriez considérer que cela déprimant mais cela peut aussi être vu comme une immense opportunité.

Uhuru 18/09/2008 Le potentiel agricole inexploité de la RDC serait la clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Par Clarisse Nsisi

Le ministre d'Etat de l'Agriculture et du Développement Rural, François-Joseph Nzanga Mobutu a procédé, hier mercredi, à l'ouverture officielle de la semaine de l'agriculture en République Démocratique du Congo qui a débuté par une conférence portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans notre pays. Cette conférence qui se tient du 17 au 18 septembre 2008 à Kinshasa, à l'hôtel Venus, s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la faim et la pauvreté. Elle a pour thème: « assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC: actions à entreprendre dans l'immédiat et investissements à long terme dans l'agriculture ». La dite conférence est organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et par l'institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Elle regroupe de hauts responsables congolais et des chercheurs internationaux. Dans son mot de circonstance, le ministre d'Etat, de l'Agriculture et du Développement Rural, a fait savoir que la présente conférence qui marque l'ouverture de la semaine de l'agriculture dans notre pays va formuler globalement la politique agricole en réponse aux préoccupations alimentaires. L'agriculture, a relevé François-Joseph Mobutu, permet de consolider les liens inter-provinciaux dans leurs échanges de production agricole ainsi que les liens transnationaux au sein des communautés sous régionales telles que la CEEAC et la SADC. Aussi a-t-il indiqué que la politique agricole congolaise s'arme pour répondre aux objectifs du millénaire sur le développement.

LA RDC APPELEE A ACCROITRE LE SECTEUR AGRICOLE PAR DES CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS

Ce mot de circonstance a été suivi de celui du directeur général de l'IFPRI, Joachim von Braun qui a relevé que la croissance agricole est un facteur de grande importance pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, accélérer la croissance en faveur des populations pauvres et résoudre les problèmes émergents, tel que celui de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Il a également évoqué les problèmes que rencontre l'Afrique en termes de rétablissement au lendemain de plusieurs décennies de stagnation économique, de conflit et de déclin du secteur agricole qui restent encore considérables. Parmi ces derniers, Joachim von Braun a dénombré l'insuffisance des investissements dans l'infrastructure rurale, les services, la recherche agricole, la science et la technologie qui ont significativement érodé les gains de croissance et de productivité dans le secteur agricole. « La faible croissance de la productivité s'avère particulièrement sévère pour les petits exploitants agricoles qui disposent d'un accès limité aux capitaux et aux moyens de production tels que les engrais et les semences à haut rendement », a expliqué M. von Braun. Il a cité l'exemple de l'économie d'Afrique subsaharienne qui repose fortement sur l'agriculture pluviale et utilise seulement 20% de son potentiel d'irrigation pour affirmer que « accélération et l'élargissement du progrès vers plus de sécurité alimentaire et nutritionnelle impliqueront une augmentation des niveaux d'investissement pour stimuler la croissance et la productivité du secteur agricole et rural.

UN MOT SUR LES TYPES D'INVESTISSEMENTS

Abordant cette question, le directeur général de l'IFPRI a renseigné que les dépenses publiques allouées à la recherche et au développement agricoles ainsi qu'aux réseaux routiers ruraux comptent parmi les types d'investissement les plus efficaces pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Ainsi, poursuit-il, la promotion des cultures de base, principalement produites par les petits exploitants de la République Démocratique du Congo se révélera particulièrement efficace afin de réduire la pauvreté et générer des effets d'entraînement en terme de croissance pour le reste de l'économie.

QUEL POURRAIT ETRE LE ROLE DE LA RDC DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETE?

Nul ne peut douter que la République Démocratique du Congo est un scandale géologique, elle renferme d'immenses richesses naturelles très diversifiées dans tous les secteurs, notamment dans le domaine agricole, ce qui fait d'elle le 7ème plus grand pays agricole du monde. Et, quelques chercheurs internationaux à l'exemple de Eric Tollens, agronome et professeur, Centre d'économie agricole et alimentaire, Katholieke Universiteit Leuven, affirme que moins de 10% du potentiel du pays est actuellement exploité. Ce chercheur a déclaré, à ce propos que « si le potentiel agricole est exploité, la République Démocratique du Congo, pourrait sensiblement réduire la pauvreté et la faim au pays. La flambée des prix alimentaires est l'occasion pour donner au développement de l'agriculture sa vraie place comme moteur du développement économique et garant d'une meilleure sécurité alimentaire. » Plusieurs chercheurs tant nationaux qu'internationaux affirment qu'avec ses 80 millions d'hectares de terres arables, la République Démocratique du Congo est l'un des plus grands pays du monde en terme de surfaces cultivables. Si ce pays était performant, il pourrait nourrir 1/3 de la population mondiale. De plus, sa diversité climatique et son abondance en sources d'eau permettent deux récoltes par an d'une grande variété de cultures, et ses ressources en pâturages susceptibles de pourvoir à l'alimentation de, selon estimations, 40

millions de pièces de bétail. Malheureusement, il est à déplorer que malgré ces conditions naturelles particulièrement favorables aux activités agricoles, plus de 70% de la population congolaise sont touchés par la faim, la sous-alimentation, et la pauvreté. La majorité de la population pauvre vit en milieu rural et subsiste à l'aide de l'agriculture. Le secteur agricole emploie plus de 70% de la population active et représente 46% du PIB. Selon un communiqué de presse émanant des organisateurs de l'atelier, la République Démocratique du Congo investit moins de 2% de son budget dans l'agriculture et le développement rural. Pour soutenir cette idée, l'on se souviendra de cette affirmation du Ministère d'Etat congolais chargé de l'Agriculture et du Développement Rural, François-Joseph Nzanga Mobutu qui a soutenu que « comme dans nombreux pays africains, l'agriculture constitue la colonne vertébrale de l'économie en RDC. Le développement de l'agriculture et du secteur rural en général est une condition indispensable à la lutte contre la faim et la pauvreté dans notre pays. » Cette conférence ou atelier offre l'occasion pour déterminer les actions d'urgence, les options stratégiques, et les investissements essentiels pour assurer la croissance agricole rapide et la sécurité alimentaire pour toute la population congolaise. Pour revenir à l'objectif de cet atelier, il sied de noter que les participants vont discuter sur les investissements présentant le meilleur potentiel de croissance de la productivité agricole et de réduction de la pauvreté, notamment des investissements dans l'infrastructure de transport rural (spécifiquement les routes rurales qui constituent bel et bien les fondations du développement rural), l'irrigation, l'accès à des semences et des engrais de meilleure qualité, des services de vulgarisation et la recherche et le développement agricole. Dans cette optique, souvenons-nous que Joachim von Braun, directeur général de IFPRI avait déclaré que « la croissance agricole rapide résultant de la révolution verte des décennies 1970 et 1980 dans de nombreux pays asiatiques a permis de nourrir plusieurs milliards de pauvres et d'établir des bases solides pour l'essor économique générale. Maintenant, l'Afrique subsaharienne a la même possibilité, surtout la RDC, avec son potentiel agricole immense ». Il a poursuivi en indiquant « mais la volonté politique et des ressources financières sont d'abord nécessaires. » Les responsables politiques congolais, africains et internationaux ont un rôle à jouer dans la création d'un monde où chacun aura suffisamment de nourriture pour pouvoir mener une vie saine et productive. » En somme, retenons que l'institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) cherche des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté. L'IFPRI est l'un de 15 centres soutenus par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, une alliance de 64 gouvernements, fondations privées et organisations internationales et régionales.

Uhuru 19/09/2008 Le gouvernement congolais appelé à faire de l'agriculture le moteur de l'économie nationale

Par Clarisse Nsisi

La conférence organisée à l'hôtel Venus sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et République Démocratique du Congo en marge de la semaine agricole s'est clôturée hier jeudi 18 septembre 2008. La deuxième et dernière journée a été marquée par la présentation des rapports de quatre commissions qui se sont constituées et atelier en vue de mieux épinglez les grands sujets retenus dans cette conférence. La première commission a planché sur les options stratégiques en matière de croissance agricole en vue de la réduction de la pauvreté en Afrique avec application en République Démocratique du Congo. Cette commission a relevé des contraintes liées à la croissance agricole congolaise, notamment l'accès limité aux marchés (délabrement des infrastructures), la faible productivité agricole (insuffisance de la technologie et des intrants de qualité), l'insécurité foncière, etc. Cependant, elle a formulé quelques stratégies qui portent sur l'amélioration des accès aux marchés, la collecte et l'organisation du marché avec un système d'informations sur les prix agricoles, la promotion des aménagements, l'appui au renforcement des capacités, l'adoption par le parlement et la promulgation de la loi portant code agricole. La deuxième commission a réfléchi sur l'environnement institutionnel pour le développement de l'agriculture en RDCongo. Au nombre des recommandations formulées à ce propos figurent, la réforme des ministères de tutelle (Agriculture et Développement Rural), le renforcement de la cohésion entre ces ministres et celui du Plan pour l'exécution du DSRP, l'adoption et la promulgation rapide du code agricole qui doit largement être vulgarisé avec les ONGD et organisations paysannes, la tenue des réunions régulières entre DSRP et le groupe thématique Agriculture et Développement Rural. La troisième commission quant à elle, s'est focalisée sur le renforcement des capacités en matière de recherche agricole et d'appui aux paysans en vue de la réduction de la pauvreté ainsi que sur la vulgarisation. Cette commission a relevé trois axes à ce sujet. Le premier porte sur la recherche agricole. Il a été constaté que cette recherche agricole est insuffisante, d'où les recommandations formulées à ce propos sur la réforme de l'INERA, le renforcement des capacités des ressources humaines et institutionnelles en mettant l'accent sur les cultures de base, l'encouragement des programmes relatifs à l'élevage, la pêche et l'aquaculture. Quant au deuxième axe, la commission a fait savoir que du point de vue juridique, il y a absence de loi semencière qui puisse protéger les fermiers et sur le plan institutionnel, il y a également absence de cadre de coordination. En ce qui concerne le troisième et dernier axe portant sur la vulgarisation, les membres de la commission ont reconnu que jadis, le service de vulgarisation nationale était opérationnelle et fonctionnait très bien. Mais, actuellement, elle est souffrante, d'où les propositions faites portant sur la révision de différentes méthodes de vulgarisation, l'implication du secteur privé dans ce système de vulgarisation, le renforcement des capacités des fermiers et des fournisseurs de semence ainsi que l'organisation de la vulgarisation dans les systèmes décentralisés. Enfin, la quatrième commission s'est appesantie sur le financement de l'agriculture en République Démocratique du Congo. Cette commission a fait un état de lieux sur le financement agricole et rural et a formulé des recommandations relatives à l'engagement de l'Etat de faire du secteur agricole le moteur de

l'économie nationale, à la création d'un cadre intégré du développement de ce secteur, la promotion des institutions des micro-finances. Au terme de la lecture et présentation des rapports des commissions, un point de presse a été animé par Patrick John Ulimwengu de l'IFPRI, Dr Eric Tollens, professeur de l'Université Catholique de Leuven, Thomas Kembola, directeur d'études et planification au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Paulin Osit, coordonnateur des études spécifiques du secteur agricole de la province de Bandundu. Ces derniers ont éclairé la lanterne de l'opinion sur la relance agricole et forestière en général, en assurant la réforme des technologies qui est un défi incontournable outre différentes institutions étatiques et de recherches de ce secteur tel que l'INERA. L'accent a été également mis sur la relève des agents et cadres de l'administration de ce secteur et du milieu universitaire ainsi que l'importance de la mise en place d'un environnement institutionnel capable de promouvoir la relance de l'agriculture. Ce cadre institutionnel va sécuriser le paysannat et favoriser ainsi, l'essor du secteur privé avec l'appui du code agricole qui est un instrument d'accompagnement de l'effort de la relance de ce secteur. Par ailleurs, rappelons que cet atelier de deux jours a été organisé par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et l'Institut International de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Radio Okapi 18/09/2008 70% des Congolais sous alimentés, comment relancer le secteur agricole?

La population congolaise est touchée à 70 % par la faim et la sous alimentation alors que le pays possède plus de 80 millions d'hectares de surface cultivables. C'est le constat fait mercredi à l'ouverture d'un atelier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC. Pour le professeur Erick Tollens de l'Université de Louvain et intervenant à cet atelier, le gouvernement congolais doit revoir le budget alloué à l'agriculture pour la relance de ce secteur, rapporte radiookapi.net. « *Mon constat est qu'essentiellement l'accroissement de la consommation alimentaire est comblé par des importations, ce n'est plus par la production nationale. La production nationale est là, mais elle a beaucoup de problèmes pour avoir accès au marché, surtout des grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi, on importe de plus en plus* », a déclaré le professeur Tollens. De son avis, la raison principale est que le gouvernement investit très peu dans le secteur agricole, c'est moins de 2% du budget national. Ce n'est pas possible, ce n'est pas seulement dans ce secteur pense l'intervenant à l'atelier de Kinshasa. De tous les services, poursuit-il, l'Etat doit fournir à l'agriculture des fonds nécessaires parce que l'essentiel de ce qui se fait dans le secteur agricole est financé par les bailleurs. « *Le budget de l'Etat, c'est ce qu'il y a à payer les fonctionnaires, les militaires et l'agriculture. Il faut donc changer. Si on veut développer l'agriculture, et l'agriculture devrait être le moteur de développement. Et pour cela, il faut un budget conséquent de l'Etat. Et je suis sûr que si l'Etat congolais dépense plus pour le domaine agricole et rural, les bailleurs vont suivre* », conclut-il. Organisé à Kinshasa par le ministère de l'Agriculture et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), cet atelier réunit des représentants du gouvernement congolais et des chercheurs internationaux. Il vise à définir des mécanismes de lutte contre la pauvreté, la faim et la malnutrition.

Le Phare 19/09/2008 Clôture de la Conférence sur la sécurité alimentaire en RDC

Par Sakaz

La conférence sur la sécurité alimentaire organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Institut institutionnel de recherche sur les politiques alimentaires à l'hôtel Venus dans la commune de la Gombe, s'est clôturée hier par plusieurs recommandations adressées au gouvernement. En effet, les experts de ce ministère, de la Coopération Technique Belge, des instituts de recherche et des universités invités à ces assises, on fortement recommandé l'implication du gouvernement dans la relance du secteur agricole, en rehaussant la part de l'agriculture au budget de l'Etat; en la faisant passer de moins de 2% à 10%, comme le recommande les résolutions de Maputo. En effet, débutée le 17 septembre dernier, cette conférence a duré deux jours – du 17 au 18 septembre 2008 – et a eu pour thème: « Sécurité alimentaire et nutrition en République Démocratique du Congo: Action d'urgence et Investissements à long terme. » A l'issue des échanges dans quatre ateliers de réflexion – ateliers sur les options stratégiques en matière de croissance agricole; sur l'environnement institutionnel; sur la recherche agricole et vulgarisation et sur le financement de l'agriculture – plusieurs constats et résolutions pour relancer l'agriculture et lutter contre la faim dans notre pays, ont été pris et sur lesquels nous reviendrons dans notre prochaine édition.

MONUC 09/09/2008 Bonne gouvernance et développement agricole pour sortir Bandundu de sa pauvreté

Par Clara Padovan

« Intégrer l'administration provinciale, renforcer la cohésion et les capacités techniques, pour redynamiser le secteur agricole, avec l'objectif que le Bandundu redevienne en 10 ans le grenier de Kinshasa et en 20 ans un grand exportateur de produits alimentaires »

Le Ministre provincial de l'Agriculture Roger Coco Pembe et 5 experts du Ministère dont Alain Huart, conseiller technique auprès du Ministre de l'agriculture à Kinshasa et Patrick Makala, Chef de la Réforme au Ministère, Thomas Kembola, directeur de la Planification, Robert Ngonde, directeur des services de statistiques, ont tenu du 25 au 30 août, un atelier de renforcement d'information, de sensibilisation pour les 26 techniciens agricoles (18 inspecteurs et 8 moniteurs) de toute la province, au total 50 participants, atelier auquel a été invité la MONUC. Cet atelier a examiné les causes profondes des difficultés du secteur agricole pour constater que seule la bonne gouvernance permettra de développer durablement ce secteur. L'atelier a permis à chacun des techniciens de comprendre les objectifs et les résultats à atteindre et de préciser le rôle de chacun. Son Excellence monsieur le

Gouverneur de province à clôturé la manifestation, remis les brevets aux participants, ainsi que des vélos et des semences de riz. Questionné sur la situation de l'agriculture, Coco Pembe reconnaît que « *le constat est amer, nous devons partir à zéro. Le Bandundu doit d'abord sortir de l'attentisme, se constituer en mouvements associatifs, lutter contre la jalousie et développer ainsi la solidarité. Si l'aide extérieure est incontournable, chaque citoyen peut acquérir une portion de terre et doit néanmoins être capable de subvenir à ses besoins primaires. Le Bandundu est avant tout agricole* » Le Bandundu offre en effet une production agricole variée et d'avenir avec les 4 millions 200 000 tonnes de manioc, 200 000 tonnes de maïs, 160 000 tonnes d'arachide, l'huile de palme, le café, et le cacao. Le manioc, l'huile de palme, le café et le cacao, seront en 2020 les activités qui apporteront le plus d'argent tant aux agriculteurs, qu'aux commerçants et à l'administration provinciale, bien plus que le bois et le diamant. L'élevage de bovins et de petits ruminants et la pêche, sont également des activités importantes et d'avenir dans la province du Bandundu.

UN PLAN DE REDYNAMISATION POUR PRODUIRE PLUS

Coco Pembe explique que : « *Le Bandundu n'a pas encore appris à coordonner et harmoniser ses ressources pour trouver des solutions nouvelles originales au développement de l'agriculture. Si aujourd'hui la décentralisation est une victoire pour le Congo profond, il reste que relever les défis et corriger les erreurs de gestion nécessitent une prise de conscience que seule la combinaison mobilisation des ressources humaines et bonne gouvernance du gouvernement provincial pourra réaliser.* » Le Bandundu est la première province à avoir élaboré une politique agricole validée et proposé un plan de développement durable sur le long terme susceptible d'apporter à la population une alimentation suffisante et équilibrée, de réaliser des excédents pouvant approvisionner Kinshasa et les zones minières limitrophes ainsi que des pays frontaliers. Ce plan pourrait bien servir de modèle aux autres provinces. Les experts du Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage, chargés d'informer et de sensibiliser les techniciens agricoles dans la mise en œuvre du plan exigent d'eux « *de disposer de tableaux et indicateurs de vérification de projets par cultures (vivrières, arboriculture fruitière, cultures pérennes, élevage, pêche et pisciculture) sur les 18 territoires de la province qui permettront d'évaluer à quelle vitesse la pauvreté pourra être réduite. Les résultats obtenus permettront de dégager une cartographie agricole provisoire de la province* ». L'Union Européenne, déjà principal bailleur de fonds pour des projets dans le Bandundu, pourra, si les résultats attendus sont obtenus, contribuer au financement de 28.8 millions de dollars sur 5 ans, de 2008 à 2013, pour un plan agricole qui ne pourra réussir qu'avec une gestion transparente intégrant les concepts de la bonne gouvernance .

LE MODELE DE FERME ECOLE DE L'ARMEE DU SALUT

La délégation a ensuite effectuée une visite de terrain à la ferme école de l'Armée du Salut, très bien implantée en RDC ; elle a démarré les activités de production en RDC, il y a plus de 20 ans avec la production du miel. Aujourd'hui, en installant un site de dressage de bœufs et de traction attelée à 10 km de Bandundu Ville, l'Armée du salut offre une alternative de mécanisation qui devrait aider considérablement le petit producteur à augmenter les surfaces et réduire la pauvreté. Ainsi que le reconnaît Alain Huart, " c'est la première fois que sont posés les jalons d'une bonne gouvernance pour un développement agricole durable dans une province de la RDC. Ici on a un plan de développement provincial mis au point pendant 2 ans dans les 18 territoires de la province, par les techniciens du ministère et des experts des ONGD, avec l'appui de la FAO et de la Communauté Européenne. C'est un programme de développement qui correspond aux besoins de la base, des actions et des filières dans tous les territoires et dont l'Etat et son administration affirment leur leadership et le fil conducteur entre tous les acteurs, sur le modèle que prévoit le Code Agricole et le Conseil Agricole Rural de Gestion . "

SYFIA GRANDS LACS 15/09/2008 Beni: les agriculteurs multiplient les plantations d'aloë vera aux multiples vertus

Après avoir constaté les vertus des produits chinois à base d'aloë vera, les agriculteurs de Beni, au nord de Goma en RDC, en ont multiplié les plantations. Ils transforment les feuilles en cosmétiques, sirops, jus... vendus sur le marché et très appréciés. Aux alentours de Beni, des champs verts s'étalent à perte de vue. Les agriculteurs labourent à l'aide de houes, bêches, pioches... de vastes étendues pour cultiver l'aloë vera, une plante médicinale. Dans cette ville du nord de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, l'arrivée depuis 2000 en masse des produits Tianshi (une firme chinoise) a mis la puce à l'oreille des agronomes et biologistes de la région. Crèmes de soin, shampoings, lotions, dentifrices, mousse à raser, gels de massage (contre les hémorroïdes), jus de pulpe, etc. inondent le marché de la ville. "En observant la composition chimique des produits vendus par cette société, nous avons constaté que la plupart sont fabriqués à base d'aloë vera qui existe bien chez nous, déclare Kato Ndako, un chimiste-pharmacien à Beni. Depuis, nous avons poussé nos agriculteurs à cultiver davantage cette plante avant de commencer à la transformer nous-mêmes". Encouragés par les facilités d'évacuation et de vente de cette plante, le nombre de planteurs d'aloë vera a augmenté. Ces quatre dernières années, "ils sont passés de 1 000 à 5 449 ", affirme Julie Katoto, chef de service urbain de développement rural.

TRANSFORMER SUR PLACE

Depuis 2007, les agriculteurs sont organisés en association. La Coopérative des planteurs d'aloë-vera de Beni (Coopevac), fait la promotion de cette culture auprès des villageois et leur explique comment bien procéder. Les agronomes de la coopérative encadrent les planteurs pour bien aménager le terrain avant de cultiver. Pour sa

germination, la plante, bien que ce soit un cactus, a besoin d'eau mais sans excès et pousse dans un sol bien drainé, de préférence sablonneux. Lorsqu'elle se développe dans des conditions très favorables, l'aloé vera produit des feuilles de 0,60 m et 0,90 m. Ces feuilles charnues renferment un précieux gel épais et translucide aux multiples vertus. "Une tige de cette plante produit environ douze feuilles, une d'elles pèse à peu près 1,2 kg et est vendue sur le marché à 280 Fc (0,5 \$)", explique Charles Ifupa Mwangole, responsable des plantations de Beni. Selon l'Office national du café à Beni, plus de deux cent mille plants d'aloé vera sont actuellement cultivés dans les périphéries de la ville. Mamy Kahindo, une des responsables de Coopevac, estime que "la situation socio-économique des planteurs et membres s'est nettement améliorée depuis qu'ils sont en association. La production a augmenté et une filière de transformation en produits divers a été mise en place". La Coopevac achète auprès des planteurs les feuilles d'aloé vera qu'elle transforme en savons, pommades, jus et sirop vendus à Beni et ses environs.

POUR LE MARCHÉ LOCAL

Responsable de service vente de cette coopérative, Charlyne Maghulu, affirme qu'il s'agit pour eux d'amener les agriculteurs à "apprendre à se prendre en charge, à créer des initiatives de développement, produire localement au lieu de tourner toujours le regard vers l'extérieur". Ces produits adaptés aux moyens locaux inondent petit à petit le marché et commencent à concurrencer les produits Tianshi. "Notre savon est moussieux. Il soigne la teigne, les mycoses, les gales et rend lisse la peau", vante-t-elle. Dans les rues de Beni, les habitants louent aussi les effets bénéfiques de la plante. "Depuis que j'ai commencé à utiliser la pommade à base d'aloé vera, les douleurs dues au rhumatisme ont disparu. Je sens franchement mes muscles fortifiés", témoigne Pierre Katemulo, un septuagénaire qui se souvient que par le passé, les villageois soignaient leurs bétails avec ces pulpes. "Le sirop ou le jus d'aloé vera facilite la digestion et est un excellent complément alimentaire très riche en enzymes, protège la flore intestinale, nettoie en profondeur les intestins et élimine déchets et bactéries", conseille Maurice Kakurusi Muhangi, agent de développement rural.

ACP 01/09/2008 Les habitants du Haut-Katanga exhortés à soutenir les cinq chantiers à travers l'agriculture

Par Emile Kibwalwa

Les habitants du district du Haut-Katanga ont été exhortés à participer activement à la réalisation des cinq chantiers de la République à travers l'agriculture, qui est un secteur clé du développement. Cet appel a été lancé récemment par M. Moïse Katumbi Chapwe, gouverneur du Katanga, au cours de la tournée qu'il a effectuée dans les territoires de Kambove, Lubudi et Mitwaba, dans le cadre de la territoriale de proximité. Partout où il est passé, le gouverneur du Katanga a appelé ses administrés à s'adonner au travail de champ, à scolariser leurs enfants, à s'abstenir de la pratique de feu de brousse et de l'utilisation des filets prohibés dans la pêche. Le gouverneur du Katanga a décidé la suppression des taxes sur le maïs et autres produits agricoles.

DEMANDE DE CREDITS DES SEMENCES ET INTRANTS AGRICOLES A MPANDE

Le gouverneur Moïse Katumbi Chapwe était l'objet d'un accueil chaleureux partout où il est passé. Au village Mpande situé à 165 Km de Lubumbashi, l'autorité provinciale a été remerciée par le député provincial Mpande Kapopo, de cette circonscription, pour avoir réhabilité la route Lwambo-Bunkeya, et doté le territoire des ambulances, des bancs et pour avoir facilité l'implantation des antennes des sociétés de la téléphonie cellulaire. L' élu du peuple a, par ailleurs, sollicité l'intervention de l'autorité provinciale auprès des services compétents pour l'octroi des crédits des semences et intrants agricoles. A ce sujet, M. Moïse Katumbi Chapwe a souligné l'importance de la route dans le plan triennal du gouvernement provincial. La réhabilitation de cette route de Luambo à Manono aura pour effet de désenclaver cette partie de la province et de permettre aux habitants de cette contrée d'évacuer sans problème les produits agricoles. Le gouverneur du Katanga a ordonné séance tenante à une société minière implantée dans la chefferie Mpande de rétribuer les champs de la population sur demande du grand chef Mpande. Il a ensuite exhorté les parents à éviter le mariage précoce de la jeune fille, les mettant également en garde contre le VIH/SIDA.

REHABILITATION DE LA ROUTE LWAMBO-BUNKEYA GRACE AU CHEF DE L'ETAT

A Bunkeya, village situé à 195 Km de Lubumbashi, M. Moïse Katumbi Chapwe était accueilli en véritable sauveur, pour avoir réhabilité la route Lwambo-Bunkeya demeurée impraticable pendant plusieurs années. Dans un meeting, il a indiqué que cette route a été réhabilitée grâce aux efforts du Chef de l'Etat Joseph Kabila Kabange. C'est à lui que revient ce mérite. Le gouverneur du Katanga a promis de construire un marché moderne à Bunkeya, avant de remettre une somme de cent mille dollars américains sur fonds propres pour la réhabilitation de la cathédrale de Bunkeya et une autre de cinquante mille dollars du gouvernement provincial afin de réhabiliter les infrastructures hospitalières et scolaires de Bunkeya. Il a également sensibilisé les habitants de Bunkeya dans la lutte contre le VIH/SIDA, la pauvreté, le mariage précoce, avant d'inviter les services de l'Etat à cesser de tracasser la population sous toutes formes. A Kyubo, village situé à 300 Km de Lubumbashi dans le territoire de Mitwaba, le gouverneur du Katanga a déploré, au cours de son message à la population, les méfaits de la guerre d'agression qui a plongé ses administrés dans la souffrance. Il a, néanmoins réconforté ces derniers en leur annonçant la volonté du Chef de l'Etat de réhabiliter tous les villages endommagés par la guerre. Une école et un centre de santé seront construits à Kyubo où une antenne de la

téléphonie cellulaire sera implantée afin de désenclaver les habitants de cette cité sur le plan de la communication. Il a, enfin, annoncé le forage des puits d'eau pour lutter contre les maladies d'origine hydrique, avant d'inviter la société Congo Safari, qui opère à Kyubo dans le secteur du tourisme à exploiter la chute Kyubo longue de 20 mètres de hauteur pour en faire une source inépuisable de devises. A Mufunga Sampwe, village situé à 367 Km de Lubumbashi dans le territoire de Mitwaba,, le gouverneur du Katanga a condamné la guerre d'agression, qui a contribué à accentuer la pauvreté de la population locale. Il a lancé un appel contre les tracasseries de la population sous toutes ses formes par les services de l'Etat et a invité la population à soutenir l'action du Chef de l'Etat par les travaux de champ et à l'amour du prochain. A Mufunga Sampwe, l'autorité provinciale a visité l'Institut Bukwashi et l'hôpital général de référence où il a encouragé le personnel paramédical, avant de remettre une ambulance à cette formation médicale de référence. Il a également remis des bancs pour les écoles de cette entité en envisageant leur réhabilitation. Le gouverneur du Katanga a payé pour trois mois les frais de maternité dans toutes les localités qu'il a visitées.

APA 18/09/2008 La Zambie suspend l'exportation de maïs vers le Katanga

La Zambie, principale fournisseuse de maïs à la province congolaise du Katanga, vient de décider la suspension de l'exportation de cette denrée alimentaire pour se constituer une réserve conséquente en vue de faire face à la crise alimentaire mondiale qui menace l'humanité, a-t-on appris de source officielle congolaise. Cette nouvelle a été annoncée jeudi par M. Moïse Katumbi Chapwe, gouverneur de la province du Katanga, au cours d'une réunion avec les dirigeants des entreprises minières implantées dans cette province. A cet effet, le gouverneur du Katanga a sensibilisé ses interlocuteurs sur l'urgence de la mise en application immédiate de sa décision rendant obligatoire la culture d'un champ de maïs de 50 hectares par chaque entreprise minière pour réduire la dépendance envers les importations de cette denrée alimentaire. Pour le gouverneur du Katanga l'application de cette mesure permettra à la province du Katanga de combler le déficit du maïs face aux besoins de la population. Les besoins de la province du Katanga en maïs sont estimés, selon le ministère provincial de l'Agriculture, pêche et élevage, à 1.250.000 tonnes par an alors que le niveau actuel de la production est de l'ordre de 500.000 tonnes par an. D'où un déficit de plus de 750.000 tonnes de maïs couvert par les importations en provenance de l'Afrique australe, principalement de la Zambie. Les responsables des entreprises minières ont souscrit à l'application de cette mesure de l'autorité provinciale dès la prochaine saison de pluie prévue pour début novembre prochain. Il a été recommandé au ministre provincial des Mines et de l'Agriculture de mettre à la disposition des entreprises minières des étendues de terres arables en prévision du démarrage des activités agricoles. La province du Katanga a une population en progression de l'ordre de 8.000.000 d'habitants qui consomment le maïs comme aliment de base.

ACP 19/09/2009 Atelier de validation des documents de stratégies et du plan de développement de l'aquaculture en RDC

Le coordonnateur du Service national d'aquaculture du ministère de l'Agriculture et du développement rural, Gabriel Kombozi, a présenté, mercredi, les résultats des travaux qui ont abouti à l'élaboration des documents de base sur la stratégie et le plan de développement durable de l'aquaculture, ainsi qu'à l'avant-projet de loi sur la pêche et l'aquaculture en RDC. Les trois documents vont être validés au cours d'un atelier de trois jours, ouvert à cet effet dans la salle de conférence « Cassiopée » dans la commune de la Gombe, avec la contribution financière de la FAO. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a consenti 247.000 dollars américains pour l'exécution de ce projet en RDC. M. Kombozi a relevé à cette occasion l'inexistence quasi-totale des données centralisées et fiables sur l'aquaculture en RDC. A cela s'ajoute l'absence d'un plan de développement et des stratégies pour un développement durable du secteur. Ce qui a motivé la formulation de ce projet. De son côté, le professeur Mutambwe Shango a indiqué que la RDC regorge près de 1500 espèces de poissons et que la branche d'aquaculture est porteuse d'espoir pour le pays d'autant plus qu'elle peut fournir du poisson à une bonne partie de la communauté congolaise. En plus, elle peut générer des revenus et favoriser la création d'emplois. « L'aquaculture peut jouer un rôle important dans la vie socio-économique du pays », a soutenu M. Bruno Telemans de la FAO, en réitérant l'appui de son organisation aux efforts menés par le gouvernement dans la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté. Par ailleurs, l'absence d'une loi et d'une réglementation sur l'aquaculture, d'une politique couplée à une stratégie nationale de développement ainsi que l'inexistence des infrastructures aquacoles publiques et privées, constituent des facteurs limitants pour le développement de ce secteur susceptible de fournir des protéines de qualité sur des petites surfaces, affirme-t-on.

ACP 19/09/2008 Le Royaume de Belgique impliqué dans plusieurs programmes prioritaires du secteur agricole

Le représentant résident de la Coopération technique belge, M. Manolo Demeure, a indiqué jeudi, à l'issue des entretiens qu'il a eus avec le ministre d'Etat à l'Agriculture et au développement rural, Mobutu Nzanga, que le Royaume de Belgique est activement impliqué dans plusieurs programmes prioritaires dans le secteur agricole de la RDC. Les programmes sont financés par la Belgique en concertation avec la Banque mondiale, la FAO et les autres bailleurs de fonds. Environ 50 millions d'euros ont été consentis depuis 2002, à titre d'appui à la filière semencière, à la recherche agricole, à la restructuration du ministère de l'Agriculture et du développement rural, ainsi qu'à la relance de la pêche artisanale, a-t-il souligné. D'autre part, M. Demeure a présenté aussi à son interlocuteur l'état d'avancement des préparatifs des travaux de formulation du programme d'appui au

développement rural. Les entretiens ont tourné également autour du démarrage imminent du Programme d'appui en eau potable dans l'Est de Kinshasa, lequel sera financé par l'Agence française de développement, a-t-il dit. Le ministre d'Etat Mobutu Nzanga avait auparavant échangé avec l'ambassadeur de la République Tchèque en RDC, M. Jan Fili Pensky, sur des questions liées à l'électrification et à l'hydraulique rurales.

Le Potentiel 12/09/2008 Le FPI sollicite la relance du domaine agro-industriel de la N'Sele

Par Rich Ngapi

Le domaine agro-industriel présidentiel de la N'Sele (DAIPN) mérite d'être réhabilité en ce moment où la RDC s'emploie à monter des stratégies pour assurer la sécurité alimentaire. C'est ce qui ressort de l'entretien que le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Mobutu Nzanga, a accordé, le vendredi 11 septembre 2008, à la délégation du Conseil de gestion du Fonds de promotion de l'industrie (FPI). « Nous sommes venus, en tant qu'institution de financement public, examiner avec le ministre d'Etat, la possibilité de relancer le domaine agro-industriel de la N'Sele qui, dans les temps, approvisionnait la ville de Kinshasa et ses environs en produits alimentaires de première nécessité », a indiqué l'ADG du FPI, Constantin Mbengele. Mais certaines préoccupations restent encore pendantes à ce jour notamment en ce qui concerne le statut juridique et la gestion de ce vaste site agro-alimentaire construit par feu le Maréchal Mobutu. « Nous voulons savoir quel est le statut actuel du DAIPN et qui le gère ? », s'est interrogé Mbengele, avant d'ajouter que « le ministre d'Etat nous a rassurés ». Mais il faudra d'abord une évaluation des besoins pour réhabiliter cette infrastructure. En tant que président de la Commission économique et technique du gouvernement, Mobutu Nzanga a approuvé ce projet qui concourt sans doute au renforcement des mesures de la sécurité alimentaire en RDC. Et DAIPN, basé en pleine capitale, sera d'un apport considérable en denrées alimentaires des Kinois. « Mais nous n'allons pas le faire seul ; il faut qu'il y ait d'autres mains privées ou publiques pour réhabiliter cette infrastructure », a reconnu l'ADG.

NZANGA ATTENDU AU JAPON

Auparavant, le ministre d'Etat avait reçu l'ambassadeur de Japon en RDC. Kanji Kitazawa qui a échangé avec Mobutu Nzanga sur trois points. Il est venu présenter le projet de développement communautaire qui sera installé dans le district des Cataractes, en province du Bas-Congo. Ce projet est né d'une convention signée au mois de mai dernier entre le ministère de l'Agriculture et l'Agence de coopération internationale japonaise (JICA). Le diplomate nippon est aussi venu informer le ministre Nzanga de l'existence des fonds de contre-partie logés au ministère du Plan. « Ces fonds serviront à financer les petits projets agricoles à travers la RDC », a signifié Kitazawa. Puis l'ambassadeur a remis au ministre d'Etat à l'Agriculture l'invitation du gouvernement japonais de visiter son pays.

ACP 22/09/2008 Troisième session du comité de pilotage du projet de relance de la recherche agricole et forestier en RDC

Le secrétaire général à la Recherche scientifique et technologique, Gustave Tuka Muda, a présidé vendredi au Cercle Eleaïs à Kinshasa, la cérémonie d'ouverture de la troisième session du comité de pilotage du projet de relance de la recherche agricole et forestière (REAFOR) axée sur l'état d'avancement des activités sur terrain, à la fin de sa seconde année d'exécution. La composante agricole, jouit de l'appui de l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA), et de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) d'Ibadan, au Nigeria. Cette composante s'occupe de la mise en œuvre du programme prioritaire de la recherche agricole en RDC, tandis que l'Université de Kisangani s'est appropriée la recherche forestière, avec des sites à Luki, Kisangani et Yangambi, dans la province Orientale. M. Bruno Telemans de la FAO, partenaire pour la mise en œuvre du projet REAFOR, a rappelé à cette occasion que ce projet de près de 7 millions d'euros est financé par la Commission européenne pour une durée de trois ans. Il a comme objectifs le renforcement de la sécurité alimentaire ainsi que la réduction de la pauvreté en RDC. De son côté, M. Patrick Houben de la Commission européenne a salué le progrès réalisé par les deux composantes, en indiquant que l'objectif principal demeure la mise en route de quelques programmes de recherche sur des sites bien sélectionnés. Un accent a été mis sur la formation et le recyclage du personnel scientifique, la réhabilitation des stations de l'INERA, ainsi que la disponibilisation des matériels et équipements scientifiques.

UN AVANT PROJER DE LOI ENGLODANT LE SECTEUR DE LA PECHE ET DE L'AGRICULTURE

Par ailleurs, un autre atelier de validation des résultats du projet « Assistance à la définition de la stratégie et d'un plan de développement de l'agriculture en RDC », a permis à cette filière de disposer également d'une loi englobant à la fois la pêche et l'agriculture. Ces secteurs sont longtemps restés sans plan national de développement ni cadre juridique pour sa sécurité, a souligné le coordonnateur du projet, Gabriel Kombozi. La clôture de cet atelier s'est déroulée en présence du conseiller en élevage du ministre d'Etat à l'Agriculture et au développement rural, Dr Luboya. Celui-ci a remercié la FAO pour son appui à la concrétisation de cet atelier, qui a abouti à l'élaboration d'une stratégie, d'un plan de développement de l'agriculture, assorti d'un projet de loi englobant la pêche et l'agriculture.

ACP 01/09/2008 Distribution de la FAO des intrants agricoles aux riziculteurs de Masina

L'unité de pilotage de la FAO a procédé à la distribution des intrants agricoles aux riziculteurs de Masina, dans e cadre du programme de lutte contre la crise alimentaire

ACP 03/09/2008 Pénurie demaïs au dernier trimestre 2008 au Kasai Occidental, un cri de détresse de l'ASSIAC L'Association des ingénieurs agronomes du Congo à lancé un appel pathétique au gouvernement de la République et aux organismes humanitaires, d'intervenir pour sauver la population menacée par une crise alimentaire inquiétante.

ACP 03/09/2008 Le secrétaire général de l'agriculture pour une participation des agronomes au secteur en RDC Le secrétaire général à l'Agriculture, Ali Ramazani à semis le souhait, à la cérémonie d'installation du comité directeur national de l'ASSIAC, de voir les agronomes s'investir activement dans la développement de l'agriculture en RDC. Ali Ramazani a invité le gouvernement à redorer l'image de cette profession en la dotant d'une expertise à même d'accompagner le développement du secteur agricole.

ACP 04/09/2008 Journée mondiale de l'alimentation: les défis du changement climatique et des bioénergies La FAO a retenu comme thème de sa Journée mondiale sur l'alimentation « Sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, face aux dangers qui guettent des millions de petits agriculteurs, des pêcheurs et populations dépendantes des forêts et victimes de l'insécurité alimentaire. »

ACP 04/09/2008 Le manioc affecté par les maladies phytopathologiques à Kananga

Le manioc est affecté par la bactérie vasculaire, la mosaïque africaine, l'anthracnose et les pourridiées dans certaines contrées de la province du Kasai Occidental, indique un récent article publié par Kuyakumpala.

ACP 05/09/2008 Atelier sur l'éducation, sensibilisation environnementale sur les aires protégées en RDC

L'ICCN avec l'appui du GEFT-PNUD a organisé un atelier jeudi sur la mise en place d'un programme d'éducation, sensibilisation environnementale sur les aires protégées en RDC. L'objectif de cet atelier est l'amélioration du programme d'éducation environnementale.

ACP 05/09/2008 Une peste inconnue décime les bêtes dans le territoire de Tshilenge

Cinquante bêtes ont crevé dans l'espace de trois jours des suites d'une peste porcine d'origine jusque-là inconnue dans le territoire de Tshilenge. La maladie se manifeste par certains signes dont le manque d'appétit , la fatigue et le frémissement.

ACP 09/09/2008 La nécessité de doter le Bas-Congo des fermes écoles

L'ADEDG est une association de développement de droit américain qui préconise de doter la province du Bas-Congo de fermes-écoles pour faire des jeunes des entrepreneurs agricoles à travers une politique cohérente en matière de coopérative agricole.

ACP 10/09/2008 436 mille tonnes de maïs produites au Kasai Oriental lors de la saison culturale B

La province du Kasai Oriental a produit 436 mille tonnes de maïs. Cette production a permis tant soit peu, le prix de cette denrée de première nécessité dans la ville de Mbuji-Mayi.

ACP 23/09/2008 La communauté internationale entend appuyer les efforts de relance du secteur agricole congolais

La communauté internationale entend appuyer les efforts du gouvernement à relancer le secteur agricole en RDC, confronté à de nombreux défis tant alimentaires qu'humanitaires, a déclaré lundi, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ON, Ross Mountain, à l'issue des entretiens qu'il a eus avec le ministre d'Etat à l'agriculture et au développement rural, Mobutu Nzanga.

ACP 24/09/2008 7750kg des semences américaines de maïs distribuées aux agri-multiplicateurs au Kasai Occidental Le projet de réhabilitation du secteur agricole et rural (PRESAR), a remis dernièrement 7750kg de semences améliorées de maïs et 200kg autres de niébé aux 115 agri-multiplicateurs formés au Kasai Occidental.

ACP 24/09/2008 La société sud-africaine SASOL disposée à fournir des engrais à la RDC

Le gouverneur de la province du Katanga a accordé dernièrement une audience à M. Dawies Ras, directeur exportateur de cette firme. Au cours de cette entrevue, M. Dawies a fait part au gouverneur du Katanga du projet d'implantation d'une usine de production d'engrais au Katanga.

ACP 24/09/2008 Près de 300 petits planteurs trouvent un terrain d'entente avec Huachin sprl à Likasi

Près de 300 petits planteurs ont trouvé un terrain d'entente la semaine dernière, à la suite de l'acquisition de leurs champs au quartier Buluo, à Likasi, au profit d'une entreprise chinoise Huachi sprl. Un ultimatum a été donné aux personnes lésées en vue de quitter ces terres arables, attribuées à cette entreprise pour y exploiter un champ de maïs, sur une superficie de 500ha.

ACP 24/09/2008 Les opérateurs miniers du Katanga invités à s'impliquer dans la campagne agricole 2008-2009 Cet appel a été lancé mercredi dernier par le gouverneur Moïse Katumbi Chapwe, au cours d'une rencontre avec les intéressés . L'autorité provinciale a demandé aux opérateurs miniers de sa province de cultiver 500ha de maïs selon leurs catégories.

Plate-Forme de Communication et Information du Projet d'Appui à la mise en oeuvre du plan de restructuration des services centraux et régionaux du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage – Coopération Technique Belge RDC 07 089 11